



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

N° 46 - 17 janvier 1977

Page 3 :
COTE D'IVOIRE : AUGMENTATIONS
DE SALAIRES INSIGNIFIANTES

Page 4 :
MADAGASCAR : RATSIRAKA
TENTE D'UTILISER LES CONFLITS
ETHNIQUES A SON PROFIT

Page 5 :
APRES AVOIR SERVI RATSIRAKA
LE MONIMA RENTRE DANS
L'OPPOSITION

Page 6 :
NON A L'INTERDICTION DE L'ORGA
NISATION DES COMMUNISTES
AFRICAINS

Page 7 :
RHODESIE : LES VAINES TENTA
TIVES DE IAN SMITH

Page 8 :
LA CRISE AU SEIN DE LA FEANT

Page 10 :
MOYEN ORIENT : LA PAIX SOUS
LES ARMES

Page 11 :
POUR LA RENAISSANCE DE LA
DEMOCRATIE SOVIETIQUE EN
URSS

SENEGAL :

LE GOUVERNEMENT

PART EN GUERRE

CONTRE LES

PAYSANS

prix: 1 Franc

La campagne de commercialisation agricole, fixée à l'origine au 15 décembre 1976 au Sénégal, n'a pas encore commencé au milieu du mois de janvier. Autrement dit les récoltes des paysans et en particulier les récoltes d'arachide, ne sont pas ramassées.

.../...

Lors d'une conférence de presse publiée dans "Le Soleil" du 11 janvier 1977, Adrien Senghor, ministre du développement rural et de l'Hydraulique, annonçait froidement le chantage : la campagne ne sera officiellement ouverte par le gouvernement que si les paysans remboursent leurs semences et dettes à 80 %. Et de rejeter la responsabilité du retard de la campagne sur les paysans eux-mêmes car, annonçait Senghor, le taux de remboursement des semences atteint seulement au niveau national 36,9 %, et le taux de remboursement des dettes 33,6 %.

En annonçant ces chiffres pour illustrer la mauvaise volonté des paysans et pour justifier l'attitude dure du gouvernement, Senghor ne s'est même pas rendu compte dans sa suffisance qu'il dressait un réquisitoire écrasant contre la situation dans les campagnes. Car enfin la difficulté croissante des paysans à rembourser leurs dettes illustre la dégradation de leur situation. Le mécanisme en est simple. Le prix de rachat de l'arachide est loin de suivre la hausse des prix des produits dont les familles paysannes ont besoin. Et les petits paysans ne peuvent même pas se rattrapper sur la quantité produite. Même en se tuant au travail, on ne remplace pas l'absence de machines. Les paysans continuent à cultiver la terre avec des instruments anciens ; si ce n'est pas avec une houe, c'est avec un iler.

Rares sont ceux qui ont la possibilité d'obtenir assez de crédit pour s'équiper. Et même ceux-là n'ont pas toujours la possibilité de faire face aux dépenses de réparation. En général les avances obtenues servent simplement pour les semences. Et même ces avances-là, les paysans ont de plus en plus de mal à les rembourser.

Les prêts des organismes officiels dépannent parfois les petits paysans. Mais ce qui se passe actuellement montre que ces prêts non seulement ne résolvent pas leurs difficultés, mais les ligotent un peu plus.

Que va-t-il se passer maintenant ? Conjointement au chantage à l'ouverture de la campagne, le gouvernement a lancé préfets et fonctionnaires, appuyés par des marabouts, dans des tournées de propagande pour convaincre les paysans de payer leurs dettes. Plus convaincant que tous les préfets et tous les marabouts est le fait que les paysans ont besoin de vendre leurs récoltes. Donc, il faut que la campagne agricole soit ouverte. Alors, nombre de paysans tenteront de trouver de quoi rembourser leurs dettes envers les organismes officiels, en empruntant auprès des usuriers. Et l'année prochaine ils seront encore plus endettés.

En se livrant à son chantage à l'ouverture de campagne, le gouvernement fait office de rabatteur pour le compte des prêteurs privés : dioulas, marchands, marabouts.

Ajoutant une dose supplémentaire de cynisme à ses déclarations, Senghor avait rassuré un journaliste qui s'inquiétait des conséquences d'un retard de la campagne sur l'activité des huileries : ces dernières ont des stocks. Autrement dit, il a déjà assuré que les mesures prises contre les paysans n'affecteront pas les intérêts capitalistes. !

Ces mesures sont des mesures de classe. Le gouvernement de l'UPS - solennellement transformé depuis le 29 décembre en Parti Socialiste Sénégalais - a engagé une véritable guerre contre les paysans. Dans cette guerre, la solidarité des travailleurs doit être entièrement acquise aux paysans.

* * * * *
* * *
*

COTE D'IVOIRE :

AUGMENTATIONS DE SALAIRES INSIGNIFIANTES

Le conseil des ministres, réuni le 26 novembre dernier sous la présidence de Houphouët Boigny a décidé généreusement d'augmenter les salaires des travailleurs du secteur agricole.

En effet en Côte d'Ivoire les travailleurs des villes et des campagnes ne gagnent qu'un salaire de misère. Par exemple, un ouvrier avec un an d'ancienneté ne touche que 431 CFA par jour, soit 8,62 FF. Avec l'augmentation il gagnera à partir de maintenant 509 CFA, soit 10,18 FF.

Cela représente 18 % d'augmentation par rapport aux salaires d'octobre 1974.

Mais ce que le gouvernement ne publie pas dans le même document ce sont les augmentations de prix pendant la même période. Il le fait consciemment parce qu'il sait que les prix ont augmenté deux fois plus. (environ 35%)

Cela signifie que entre 1974 et 1977, le niveau de vie des travailleurs a diminué, même en comptant les récentes augmentations de salaires.

De plus, rien n'indique que ces nouveaux salaires seront appliqués par les patrons. Comme dans de nombreux pays d'Afrique, les salaires officiels sont rarement appliqués par les patrons. Et ceux qui sont chargés de les vérifier sont souvent à genoux devant eux.

Bien que le droit de grève leur soit refusé, les travailleurs ivoiriens ne doivent pas compter sur leurs gouvernants pour avoir un salaire décent.

Ils ne doivent compter que sur leurs luttes.

* * * * *
* * *
*

MADAG

RATSIRAKA TENTE D'UTILISER DES CONFLITS ETHNIQUES A SON PROFIT

Le 20 Décembre dernier éclataient à Majunga des affrontements entre Comoriens et Malgaches. Ils ont duré 3 jours et ont fait près de 150 morts, des centaines de blessés et un quartier entier incendié.

Il y a environ 15 000 Comoriens à Majunga. La plupart d'entr'eux sont là de longue date et reviennent passer un mois ou deux par an aux Comores. Ils gagnent leur vie en travaillant à l'usine textile SOTEMA ou en tant que "boys cuisiniers" ou en vendant des brochettes ou des cacahuètes sur les trottoirs. Ils sont en général aussi pauvres que ceux qui les avaient attaqués, seulement voilà : ils parlent une langue différente (le comorien) et ont leur propre religion (l'Islam).

Ce furent des affrontements à la fois horribles et stupides, comme peuvent l'être les conflits ethniques.

Au delà de l'incident qui a servi d'étincelle -certains affirment que c'est un conflit entre deux familles-, il y a la responsabilité de ceux qui, colonialistes d'abord, régimes successifs ensuite, ont entretenus et souvent attisés les oppositions ethniques à Madagascar.

Et dans la situation tendue actuelle due aux difficultés économiques, à la pénurie de produits alimentaires les plus nécessaires, aux hausses des prix, à l'aggravation du chômage, la moindre étincelle pouvait déclencher des affrontements. Dans ce contexte où les divisions ethniques sont entretenues, ces affrontements prennent inévitablement l'aspect de conflits ethniques.

Ah bien sûr Ratsiraka, dans ses dernières déclarations, regrette de tels incidents.

Il est même possible que certains hommes pourris de l'ancien gouvernement Tsiranana -dont Majunga est le fief- aient mis de l'huile sur le feu pour leurs intérêts de boutique.

Mais le fait est que le gouvernement n'a pas voulu empêcher les affrontements. Il prétexte que l'armée était impuissante devant l'ampleur et la rapidité des affrontements. En tout cas elle est restée bras croisés devant le spectacle. Certains affirment même avoir vu des militaires participer au massacre des Comoriens.

Et le fait est encore que le gouvernement Ratsiraka, après avoir rejeté la responsabilité sur les "ennemis" extérieurs et intérieurs de la "révolution", est en train d'évacuer la population comorienne vers les Comores. Il est possible que cela se fasse avec l'accord des Comoriens eux-mêmes. Mais ce n'est pas parce que leur sort sera enviable aux Comores, c'est surtout parce qu'ils ne se sentent plus en sécurité à Madagascar.

Ratsiraka est en train de spéculer sur des sentiments anti comoriens de bas étage pour cimenter l'unité des malgaches autour de lui. Cette politique n'est pas nouvelle en Afrique. C'est pour le même objectif que Sékou Touré s'est lancé contre les Peuls en Guinée.

Les travailleurs comoriens ne sont pas responsables de la crise économique. Eux aussi en sont les victimes. Et en s'en prenant à eux les exploités malgaches laissent les mains libres aux vrais responsables, les bourgeois et leur Etat, et derrière eux l'impérialisme, alors qu'ils doivent s'unir aux exploités comoriens contre leurs exploités communs.

A S C A R

APRES AVOIR SERVI RATSIRAKA LE MONIMA RENTRE DANS L'OPPOSITION

Le 11 janvier 1977, Monja Jaona, secrétaire général du MONIMA, a critiqué le gouvernement Ratsiraka pour demander ensuite la dissolution de son gouvernement et la mise en place d'un "gouvernement transitoire". Il a aussi vivement critiqué le "Front National" pour la Défense de la Révolution" parce qu'il y a dedans des "ennemis du peuple" (ce Front a été créé récemment par Ratsiraka).

Le MONIMA est un parti qui bénéficie d'une audience parmi les paysans et dans certains milieux intellectuels, et même chez les travailleurs pour avoir organisé les insurrections paysannes de 1971 et aussi parce que jusqu'à maintenant il maintient une présence parmi les paysans et les travailleurs par l'intermédiaire des coopératives et des syndicats.

Il passe pour une organisation de gauche, voire d'extrême-gauche. Aujourd'hui, il est critique envers Ratsiraka. Mais il n'y a pas si longtemps le MONIMA avait été un des artisans de la mise en place du régime de Ratsiraka.

Car il est tout de même difficile d'oublier que c'est le MONIMA qui, utilisant son crédit dans les couches populaires, avait apporté à Ratsiraka cette caution à gauche qui lui était nécessaire pour installer son régime bonapartiste. Le MONIMA avait voté "oui" lors de ce référendum de décembre 1975 destiné à plébisciter Ratsiraka. Il a participé au gouvernement pendant un certain temps.

Il est difficile de savoir quelles sont les raisons de son passage dans une opposition, au demeurant feutrée. Sans doute simplement le fait que Ratsiraka n'ayant plus besoin au même degré du soutien du MONIMA qu'au début de son accession au pouvoir, il a tendance à se passer du parti de Monja Jaona. Celui-ci en est réduit à faire des déclarations en dénonçant ce qu'il avait cautionné jusqu'alors.

Mais en s'en prenant à Ratsiraka, aujourd'hui le MONIMA montre ce que valait sa politique d'hier et illustre à quel point il ne mérite pas la confiance qu'une fraction de la paysannerie, voire de la classe ouvrière, place en ce parti.

Le plus grave n'est pas le fait que le MONIMA soit écarté des responsabilités gouvernementales. Contrairement à ce qu'il prétendait, il ne pouvait rien pour les exploités à ce poste; quand bien même il l'aurait voulu. La preuve : il n'a rien pu faire quand Ratsiraka l'a écarté.

Le plus grave, c'est que le MONIMA avait contribué à créer des illusions au sujet de Ratsiraka parmi ceux qui lui faisaient confiance.

Il n'y a pas à s'en étonner. Le MONIMA, par son programme, par ses objectifs, est une organisation nationaliste radicale.

.../...

Autrement dit, le défenseur d'une politique bourgeoise parmi les travailleurs et les petits paysans. Lorsqu'il lui semblait que Ratsiraka défendait cette politique nationaliste radicale à la tête de l'Etat, il lui avait tout naturellement apporté en cadeau son audience et sa capacité de tromper les travailleurs et les paysans.

En raison de son passé, le MONIMA draine autour de lui, dans le pays comme dans l'émigration, nombre de militants sincèrement désireux de lutter en faveur des exploités. Certains de ces militants étaient-ils ébranlés par le soutien sans fard apporté en son temps par Monja Jaona aux militaires? Il ne faut pas que la nouvelle cure d'opposition redore aux yeux de ces militants le prestige d'une organisation qui ne peut pas contribuer à l'émancipation des travailleurs. Cette émancipation exige que les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts de classe, se donnent une organisation avec une politique de classe, au lieu de suivre le premier capitaine de frégate venu, sous prétexte qu'il parle de socialisme !

* * * * *

NON A L'INTERDICTION DE L'ORGANISATION DES COMMUNISTES AFRICAINS

Au nom d'un décret-loi vieux de 37 ans pris contre les "associations étrangères" Poniowski, ministre français de l'intérieur vient d'interdire l'Organisation des Communistes Africains (OCA).

C'est une mesure dans la succession d'une série d'autres expulsions par exemple - visant à interdire l'exercice de tout droit politique aux travailleurs émigrés.

Ce sont plus de 3 millions de travailleurs émigrés, ceux-là mêmes qui font les travaux les plus durs et les plus sales pour ne toucher que des salaires de misère ; ceux-là mêmes qui vivent dans les foyers casernes et subissent toutes les tracasseries administratives et les contrôles des policiers au service de l'Etat bourgeois, qui n'ont que le droit de se taire.

Cette mesure est en même temps une restriction de plus aux droits de l'ensemble des travailleurs en France.

C'est pourquoi l'interdiction de l'OCA nous concerne tout.

Nous sommes solidaires de la lutte qu'engagent les militants qui ont appartenu à cette organisation pour exiger la levée de l'interdiction qui les frappe, l'abolition de la loi de 1939 et la fin de toute discrimination envers les travailleurs émigrés en matière de libertés d'association, d'expression et de circulation.

RHODESIE: LES VAINES TENTATIVES DE IAN SMITH

Une nouvelle organisation africaine vient de se créer en Rhodésie, c'est la ZUPO (Organisation des Peuples Unis du Zimbabwe). Ce sont deux ministres africains du gouvernement de Ian Smith qui, ayant démissionné de leurs fonctions, ont mis en place cette organisation.

C'est en fait l'oeuvre de Ian Smith. Il prépare des fantoches qui défendent ses intérêts et essaye d'éviter des négociations avec les organisations nationalistes radicales du Front Patriotique.

Les candidats sont tellement peu nombreux pour prendre les responsabilités d'une telle politique que Ian Smith a dû faire appel à des hommes politiques africains tout-à-fait compromis dans son gouvernement raciste.

Cette tentative de Ian Smith est vouée à l'échec. Personne n'imagine que les négociations puissent se faire sans les autres organisations. A quoi serviraient donc ces fantoches, que personne ne suit ?

Les représentants de l'Angleterre, qui joue la puissance conciliatrice, inventent projet sur projet pour essayer de mettre sur pied un gouvernement de transition.

Que Ian Smith accepte ou pas les projets, en tous cas en face, les organisations nationalistes sont divisées.

Ce qui oppose les organisations nationalistes, ce n'est pas du tout leurs programmes ou la façon dont elles voient l'avenir de la Rhodésie. Ce qui les oppose, ce sont des intérêts de clique et la concurrence pour l'exercice du pouvoir.

Ils ne sont pas au pouvoir que déjà chacun a commencé la course pour l'exercer seul.

Ces organisations ne défendent pas une politique pour les travailleurs et les paysans pauvres du Zimbabwe. L'avenir qu'elles préparent est celui des autres Etats indépendants d'Afrique.

Cela veut dire la misère et l'exploitation sur le plan social, et la dictature sur le plan politique.

Un avenir meilleur ne peut pas venir de ces organisations nationalistes. Pour ce faire, les travailleurs et les paysans auront à mener bien des combats en construisant leur propre organisation.

* * * * *
* * *
*

LA CRISE AU SEIN DE LA FEANF

La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (la FEANF) traverse une crise grave. Trois de ses sections - l'Union Nationale des Etudiants Kamerounais (UNEK); une partie de l'Union Nationale des Etudiants Centrafricains (UNECA); l'Association Générale des Etudiants Gabonais (AGEG) viennent de scissionner.

La FEANF n'est pas une simple organisation corporatiste, défendant les intérêts matériels des étudiants africains en France. C'est une organisation qui se place sur le terrain politique. Il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'elle est même le principal porte-drapeau du nationalisme, le principal regroupement nationaliste africain en France.

Au delà des accusations lancées les uns contre les autres, au-delà des prétextes invoqués, au-delà même des raisons circonstanciées réelles, les raisons profondes de la scission sont, au fond, simples. La FEANF est condamnée à des crises périodiques, en quelque sorte par sa nature même.

Elle fédère sur une base nationaliste, des sections nationales. Mais chacune de ces sections est nationaliste pour son propre pays, au nom du nationalisme de son propre pays. Et il est inévitable que cela engendre des conflits. A l'origine de la crise actuelle il y avait la prise de position, en son temps, de la section dahoméenne en faveur des militaires qui venaient de s'emparer du pouvoir au Dahomey - adaptation comme une autre au nationalisme en cours dans le pays, désapprouvée cependant par la FEANF...

Nous n'avons pas ici l'intention de rentrer dans tous les méandres du conflit qui a abouti à la scission actuelle. Nous nous en tenons à un seul aspect, soulevé dans la discussion entre les deux camps dans la FEANF.

Les majoritaires, comme les scissionnistes, enveloppent leurs positions nationalistes fondamentales dans un fatras verbal, où reviennent comme leit-motif non seulement les mots "peuple", ou "intérêt populaire", mais ceux de "socialisme" et de "classe ouvrière".

Un des reproches les plus importants des scissionnistes à l'égard des majoritaires est d'ailleurs précisément celui-ci : la FEANF avait naguère proclamé " le rôle dirigeant de la classe ouvrière" dans la révolution africaine à venir, tandis que l'actuelle direction proclame " il n'appartient pas à la FEANF de prédéterminer l'homme, la classe, le parti qui doit diriger la révolution, cette question devant être tranchée dans le feu de la lutte".

L'affirmation est, certes, on ne peut plus claire. Peu importe quelles seront les troupes enrôlées derrière le programme nationaliste, l'essentiel est que celui-ci triomphe. Mais au fond, il n'y a guère de différence de fond entre les positions passées ou récentes de la FEANF, pas plus qu'entre celles des scissionnistes et des majoritaires.

Car quelles que soient leurs phrases, les uns comme les autres n'assignent pas à la classe ouvrière un autre rôle que celui de fantassins dans une guerre qui n'est pas la sienne.

Le nationalisme, c'est le programme de la bourgeoisie. Chercher à s'adresser à la classe ouvrière au nom de ce programme, ce n'est pas oeuvrer pour l'émancipation des travailleurs, c'est tenter de les embrigader derrière un programme bourgeois.

Et ce n'est pas pour rien que l'une comme l'autre des tendances, même celle qui parle de rôle dirigeant de la classe ouvrière, ne parlent pas d'une organisation indépendante et d'une politique indépendante pour la classe ouvrière. Car l'une comme l'autre sont profondément, socialement hostiles à la classe ouvrière.

L'émancipation de la classe ouvrière, la création d'une société socialiste débarassée de toute exploitation, ne peut se créer qu'à l'échelle internationale, par le renversement du règne politique et économique de la bourgeoisie à l'échelle mondiale. La révolution prolétarienne est internationaliste.

Une organisation communiste africaine doit combattre le nationalisme sous toutes ses formes et apprendre aux prolétaires africains qu'ils ont infiniment plus d'intérêts en commun avec leurs frères de classe d'autres pays qu'avec les exploiters de leur nation.

Mais la FEANF n'est justement pas une organisation communiste, ce qu'ils disent d'ailleurs eux-mêmes.

La phraséologie fumeuse de la FEANF, façon majoritaire comme façon minoritaire plus ouvertement maoïste, représente la mentalité de la petite bourgeoisie africaine dont une partie—celle en tous les cas qui ne cherche pas simplement places et sinécures dans les appareils d'Etat existants—aspire à un changement radical de la société africaine, mais à un changement dirigé par le haut, contrôlé et canalisé par en haut comme a pu le faire Mao en Chine.

Tout cela n'a rien à voir avec l'émancipation du prolétariat.

La FEANF attire cependant également un certain nombre de militants qui aspirent peut-être sincèrement à oeuvrer pour l'émancipation des travailleurs. Ceux-là, s'ils veulent se placer réellement sur le terrain de la classe ouvrière, ils doivent aider les ouvriers et les paysans pauvres africains à se donner une organisation politique prolétarienne pour défendre leurs intérêts de classe. Ils doivent rompre avec leur propre classe, la bourgeoisie, et leur programme, le nationalisme.

Seule la classe ouvrière peut mener la révolution à son terme sans s'arrêter en cours de chemin. C'est elle qui, contre le capital qui domine non seulement l'Afrique mais aussi l'Europe, a une solution radicale: mettre fin à l'exploitation capitaliste à l'échelle internationale.

Pour cela il faut partir en guerre contre le nationalisme, courant très dominant parmi les étudiants africains. Car le nationalisme ne tient pas compte de la lutte de classe dans les autres pays africains, à fortiori dans les pays capitalistes européens.

C'est une politique sans issue qui livre les classes exploitées aux mains d'hommes qui, même si, à certains moments, avaient incarné la volonté d'émancipation nationale de leur peuple, comme Sékou Touré ou Boumédiène, sont des dictateurs, des oppresseurs de la classe ouvrière comme de tous les exploités.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* *
*

MOYEN - ORIENT :

la paix sous les armes

Après un an et demi de combats sanglants la paix est revenue au Moyen-Orient. Elle est revenue parce que la gauche a été écrasée.

Le Liban a été le théâtre de ces combats violents parce que dans ce pays les exploités s'étaient massivement organisés derrière les partis de gauche. Ces partis, dirigés par des gens comme Kamal Jumblatt ne mettaient pourtant nullement en cause l'exploitation capitaliste. Mais le fait-même qu'ils soient de gauche a suffi pour que l'impérialisme et les Etats arabes comme la Syrie aient organisé son écrasement. L'impérialisme a livré des armes à la droite libanaise, Israël a fermé les frontières pour empêcher le ravitaillement de la gauche pendant que la Syrie, sous prétexte de vouloir rétablir la paix a désarmé et massacré cette gauche.

Pour l'impérialisme, la main mise sur cette partie du monde est fondamentale à cause des réserves de pétrole du Moyen-Orient. Et il ne veut prendre aucun risque d'en perdre le contrôle en permettant aux partis de gauche aussi modérés soient-ils d'arriver au pouvoir.

Les Palestiniens ont été attaqués par la même occasion parce que, stationnés dans des camps au Liban, liés aux plus déshérités, ils se sont retrouvés aux côtés de la gauche libanaise. Non pas à cause des dirigeants de l'OLP (Organisation de la Libération de la Palestine) qui ont toujours clamé que la Syrie était l'alliée des Palestiniens, mais parce que de fait la population palestinienne était proche des exploités libanais.

Le conflit libanais a montré que derrière les conflits nationaux et religieux qui semblent dominer le Moyen-Orient, il y a d'autres conflits qui sont plus profonds et plus décisifs, les luttes de classe.

C'est ainsi que l'Etat syrien qui se dit musulman s'est retrouvé aux côtés des phalanges chrétiennes pour écraser la gauche libanaise. De même l'Etat arabe de Syrie s'est retrouvé tout naturellement aux côtés d'Israël dès qu'il s'est agi de mater la même gauche libanaise.

Les bourgeois, malgré les antagonismes raciaux et religieux, se retrouvent au coude à coude quand ils sont menacés par les pauvres.

Et derrière les Etats qui ont aidé à l'écrasement de la gauche libanaise et des Palestiniens, il y a en fait l'impérialisme qui est le maître par dessus tout. Il a voulu l'écrasement de la gauche et il l'a obtenu grâce à une Sainte Alliance des dirigeants.

Pourtant les travailleurs avaient la possibilité de résister et même d'imposer leur solution.

Seulement il leur fallait d'autres dirigeants que les Kamal Jumblatt ou Arafat qui les ont amenés sur le terrain des conflits nationaux ou religieux alors que les bourgeois eux-mêmes savent oublier les différences nationales dès que leurs intérêts de classe l'exigent.

Il faut aux exploités une organisation qui se place sur le terrain de la lutte de classe pour l'unité de tous les travailleurs, qu'ils soient libanais, syriens, palestiniens ou israéliens.

POUR LA RENAISSANCE DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE EN U.R.S.S.

En décembre, le dictateur du Chili Pinochet et les bureaucrates russes ont procédé à un échange sordide. Pinochet a libéré de prison et expulsé du Chili Luis Corvalan, secrétaire du Parti Communiste Chilien. Au même moment, les autorités soviétiques ont relâché et expulsé de l'URSS le contestataire Vladimir Boukovski.

Les deux hommes avaient en commun d'avoir passé de longues années de détention simplement pour leurs opinions. Le fait que dans cette affaire révoltante l'attitude de l'URSS apparaisse semblable à celle du Chili de Pinochet montre bien à quel point l'Union Soviétique n'est pas socialiste et ne représente pas les intérêts des travailleurs.

Rien ne justifie ce qui est arrivé à Boukovski et à des milliers d'autres contestataires qui sont emprisonnés pour avoir revendiqué les libertés et les droits démocratiques.

Les idées de Boukovski sont peut-être réactionnaires. Mais si le pouvoir en URSS représentait réellement les intérêts des travailleurs, et s'il bénéficiait du soutien de ceux-ci, qu'aurait-il donc à craindre en accordant la liberté d'expression même à ceux qui ne partagent pas les idées socialistes ? Le socialisme c'est le règne de la liberté. Mais en URSS, il n'y a pas de socialisme, le pouvoir appartient à une couche de privilégiés ennemis des travailleurs.

Les oppositionnels les plus marquants en Union Soviétique ne représentent pas une politique correspondant aux intérêts du prolétariat. Certains mêmes sont ouvertement partisans de ce que l'URSS redevienne un pays capitaliste et aspirent à renouer avec l'Occident. Les révolutionnaires socialistes doivent combattre leurs idées politiques.

Mais la lutte pour les libertés démocratiques en URSS fait partie du programme des révolutionnaires. Et ces libertés démocratiques ne pourront être rétablies en Union Soviétique que si la classe ouvrière renverse la domination de la bureaucratie, renoue avec les traditions de la révolution d'Octobre 1917, recrée des soviets démocratiques et vivants.

* * * * *
* * *
*

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.